Montesquieu et le langage républicain : l'argumentaire de l'*Esprit des lois*

Raymonde Monnier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/1036>

DOI : 10.4000/lrf.1036

ISSN : 2105-2557

Éditeur

IHMC - Institut d'histoire moderne et contemporaine (UMR 8066)

Référence électronique

Raymonde Monnier, « Montesquieu et le langage républicain : l'argumentaire de l'*Esprit des lois* », *La Révolution française* [En ligne], 5 | 2013, mis en ligne le 31 décembre 2013, consulté le 19 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/lrf/1036> ; DOI : 10.4000/lrf.1036

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© La Révolution française

Montesquieu et le langage républicain : l'argumentaire de l'*Esprit des lois*

Raymonde Monnier

- 1 L'idée d'un retour au texte de l'*Esprit des lois* est partie d'une réalité paradoxale. Sans être républicain, Montesquieu est un des auteurs qui a le plus contribué au XVIII^e siècle, avec Mably et Rousseau, à la diffusion du langage républicain. On sait l'énorme succès éditorial de l'*Esprit des lois* en France et à l'étranger, notamment au Royaume-Uni où l'on compte 31 éditions anglaises des *Œuvres* et de l'*Esprit des lois* de 1750 à 1800 à Londres, Dublin et Edimbourg¹. Son influence dans la pensée des Lumières et les révolutions de la fin du siècle, la richesse des lectures critiques jusqu'à nos jours, témoignent de la fécondité de ses concepts. L'*Encyclopédie* a largement contribué à les populariser : les articles de Jaucourt sur les divers gouvernements s'inspirent des premiers livres de l'*Esprit des lois*, en reprennent les aphorismes et les définitions. Jaucourt marque cependant dans ses commentaires un écart avec l'invention majeure de Montesquieu, la théorie des rapports qui soutient l'étude des médiations concrètes et des codes, eux-mêmes variables, formant l'esprit des lois. Reste que la pensée de Montesquieu a joué un rôle dans la manière de concevoir la politique dans les contextes nationaux, et à des degrés divers selon les lieux et les temps. En ce sens, la réception de l'œuvre au XVIII^e siècle rejoint le relativisme de méthode de sa conception, puisqu'il s'agissait de rendre compte de la complexité des rapports et des processus d'enracinement des institutions politiques, toujours ramenées à leur caractère relatif sous le signe de l'histoire et de l'esprit général d'une nation.
- 2 Georges Benrekassa remarque que d'une manière générale les encyclopédistes sont peu attentifs à ce qui est pour nous devenu essentiel, l'apport de Montesquieu à l'épistémologie des sciences de la société². Son importance dans la définition d'une nouvelle éthique sociale a été réévaluée de façon originale par John Pocock. « Nous nous situons à présent dans le contexte d'une jurisprudence renouée et modernisée, fondée sur l'idée qu'une étude extensive des variations de comportement social dans l'espace et dans le temps permettrait de mettre en évidence les principes sous-jacents de la nature

humaine, sur lesquels reposent les diversités comportementales et d'où les lois tirent leur esprit. La jurisprudence, qu'importe son statut d'étude formelle du droit, constituait la science sociale du XVIII^e siècle, la matrice tant de l'étude que de l'idéologie des usages³. » La « science nouvelle » mise en œuvre par Montesquieu entre en résonnance avec les débats philosophiques, historiques et politiques de son temps pour s'en démarquer⁴. Les interprétations qui depuis le XIX^e siècle ont tiré Montesquieu du côté du libéralisme politique et de la philosophie des droits humains ne procéderaient-elles pas d'un vrai malentendu ? Comment comprendre la spécificité conceptuelle de l'*Esprit des lois* par rapport aux courants majeurs de son époque, historique, jusnaturaliste ou républicain ?

- 3 Les deux derniers livres de l'*Esprit des lois* par exemple, sur la théorie et les révolutions des lois féodales, réévaluent les thèses historiques sur la monarchie française par rapport à sa propre conception du lien entre le pouvoir monarchique et les lois fondamentales. Au plan de la philosophie politique ce qui marque la distance des articles de l'*Encyclopédie* avec la pensée de Montesquieu se rapporte à l'idéologie du droit naturel, le cas le plus emblématique étant celui de l'esclavage. Dans l'article, Jaucourt tout en se référant à « cet illustre auteur », dépasse les raisonnements de Montesquieu pour condamner radicalement l'esclavage : rien au monde ne peut le rendre légitime, parce « qu'il blesse la liberté de l'homme, qu'il est contraire au droit naturel & civil, qu'il choque les formes des meilleurs gouvernemens, & qu'enfin il est inutile par lui-même⁵. » Jean Goldzink a montré comment l'auteur de l'*Esprit des lois* prend ses distances avec les théories du droit naturel⁶. Son analyse serrée, au plus près du texte, remet en cause les interprétations qui depuis le XIX^e siècle ont voulu voir en Montesquieu un théoricien du libéralisme politique.
- 4 Dès le premier livre, en plaçant l'homme dans une chaîne cosmologique et en contrant Hobbes sur le terrain même de sa méthode généalogique de l'état de nature, Montesquieu sort du cadre d'un strict jusnaturalisme pour fonder une science politique sans droits naturels attachés à la personne humaine. Il neutralise les deux grands paradigmes de légitimation du gouvernement d'un seul ou de plusieurs, le pouvoir paternel et le consentement par contrat. Il conserve le « droit des gens » qui règle les rapports entre les nations, le « droit politique » qui concerne les rapports entre gouvernés et gouvernants, et le *droit civil* les rapports entre citoyens. Ces rapports qui sont universels sont diversement spécifiés selon les lieux et les temps et placés sous le signe d'une histoire plurielle et de différents facteurs déterminant l'esprit général d'une nation, l'esprit des lois qui lui est propre. Ce qui importe est de découvrir l'insertion des lois dans les principes et la nature des choses : le gouvernement « le plus conforme à la nature est celui dont la disposition particulière se rapporte mieux à la disposition du peuple pour lequel il est établi⁷ » (I, 3). Rousseau, qui a lu de près Montesquieu, ne s'y est pas trompé ; il écrit dans le livre V d'*Émile* : « Le droit politique est encore à naître » ; Montesquieu « n'eut garde de traiter des principes du droit politique ; il se contenta de traiter du droit positif des gouvernemens établis ; et rien au monde n'est plus différent que ces deux études. »

I. État libre et république : le contexte, l'argumentaire et la rhétorique de l'Esprit des lois

- 5 Le républicanisme dans sa variante anglaise était une composante des débats idéologiques des années 1730-1740⁸. Si les Provinces-Unies étaient souvent citées en exemple d'une république prospère où les citoyens jouissaient d'une grande liberté⁹, en Europe le régime

parlementaire anglais soutenait avantageusement la comparaison avec la France monarchique en matière de liberté politique. D'où le succès posthume de l'exception anglaise (XI, 6), preuve du libéralisme de Montesquieu, lui qui s'était efforcé de contourner Locke, les droits universels et la liberté républicaine, pour fonder sa nouvelle épistémologie de l'esprit des lois. Le contexte idéologique de l'élaboration de l'œuvre aide à comprendre la fonction rhétorique de la typologie, des principes, et de l'usage du langage républicain dans son argumentation. Une analyse linguistique au plus près du texte permet d'apprécier l'habileté argumentative de Montesquieu devant la conception républicaine de la liberté.

Le contexte idéologique

- 6 En Europe, les deux révolutions anglaises avaient marqué les esprits, en raison de l'exécution de Charles I^{er}, de l'abolition de la royauté et des expérimentations politiques de la période du Commonwealth. Après la « glorieuse révolution », l'aspiration au changement a finalement débouché sur une monarchie parlementaire, sans retour possible à une royauté tyrannique. Le flot de traductions de l'anglais et d'ouvrages français sur les révolutions d'Angleterre au tournant du siècle, les publications des années 1720-1730 témoignent de l'intérêt porté en France à la vie politique anglaise¹⁰. Le second *Traité Du gouvernement civil* avait été traduit dès 1691 par David Mazel, et est repris au XVIII^e siècle avec les œuvres de Locke. La publication ou la réédition dès 1698-1700 par des publicistes whigs radicaux des œuvres de Harrington, Milton, Sidney et Henry Neville¹¹, la traduction française des *Mémoires* de Ludlow¹² et des *Discours sur le gouvernement* d'Algernon Sidney parue à La Haye en 1702, ont donné une audience élargie au langage républicain de la révolution anglaise. La plupart des écrits républicains, dont *The excellencie of a free state* de Nedham (1656), seront republiés par Richard Baron, Thomas Hollis et d'autres à partir des années 1750, puis traduits ou réédités sous la Révolution française¹³.
- 7 Montesquieu qui connaissait Bolingbroke était au fait des débats constitutionnels anglais et des controverses idéologiques des années 1720-1730 en matière d'économie politique¹⁴. D'autre part, l'histoire romaine et la pensée politique de Machiavel, dont se recommandaient les républicains anglais, ont passionné le XVIII^e siècle français. Depuis la traduction française d'Amelot de la Houssaye en 1683, l'œuvre de Machiavel est plusieurs fois rééditée après l'*Anti-Machiavel* de Frédéric II revu par Voltaire (1740). La publication cristallise l'attention sur les théories du Florentin, et notamment sur *Le Prince* dans la traduction d'Amelot¹⁵. Dans la base Frantext le milieu du siècle apparaît comme un point fort du discours sur la république. La distribution des fréquences du mot de 1748 à 1788 donne un pic de fréquence relative en 1748-1749, qui s'éclaire par la distribution des fréquences maximales dans les œuvres de Mably et de Montesquieu¹⁶.
- 8 Les difficultés d'interprétation du discours républicain sont à la fois historiques et sémantiques, à commencer par les différents usages du mot république au XVIII^e siècle¹⁷. La définition reprise d'édition en édition depuis 1694 par l'*Académie* est « Etat gouverné par plusieurs. Il se prend quelquefois pour toute sorte d'Etat, de Gouvernement. » Acception que le *Dictionnaire critique* de Féraud estime vieillie à la veille de la Révolution : « il me semble qu'on dit aujourd'hui *État, Gouvernement*. Les Néologues disent, *la chose publique*. » Les exemples renvoient aux Républiques anciennes et modernes et, à partir de 1718, il est précisé que « le terme de République comprend ... l'estat populaire & l'estat

aristocratique¹⁸. » Le mot anglais « commonwealth » est généralement traduit en français par « république », et garde dans les deux langues une valeur liée à l'étymologie, c'est-à-dire au bien commun, à la chose publique. Dans les textes anglais de l'inter règne d'autres expressions synonymes étaient utilisées, comme « free state » ou « popular government », « popular state », qu'on retrouve en français.

La typologie des gouvernements

- 9 Dans le vocabulaire classique, « république » ne se rapportant qu'aux formes pures de gouvernement, qu'aux états libres, était perçu comme un terme normatif. On sait comment Rousseau dans le *Contrat social* donne à la notion le sens plein de *res publica*, comme processus juridique d'organisation de l'état en vue du bien commun : « J'appelle donc République tout État régi par des lois, sous quelque forme d'administration que ce puisse être : car alors seulement l'intérêt public gouverne, et la chose publique est quelque chose. Tout Gouvernement légitime est républicain » (II, vi). Une note renvoie expressément à la typologie de l'*Esprit des lois* : « Je n'entends pas seulement par ce mot une Aristocratie ou une Démocratie, mais en général tout gouvernement guidé par la volonté générale, qui est la loi. Pour être légitime il ne faut pas que le Gouvernement se confonde avec le Souverain, mais qu'il en soit le ministre : alors la monarchie elle-même est république. » Rousseau se place sur le terrain de la légitimité démocratique et non comme Montesquieu dans la théorie des formes de gouvernement.
- 10 Plusieurs interprétations ont été avancées à propos de la typologie insolite de Montesquieu, qui établit dans les premiers livres de l'*Esprit des lois* une distinction tripartite des gouvernements, selon leur nature et leur principe : le gouvernement républicain, le gouvernement monarchique et le despotisme, pente commune à tous les gouvernements et qu'il convient d'éviter¹⁹. Si Montesquieu n'a pas inventé le mot despotisme, qu'on trouve chez des auteurs opposés à des titres divers à la monarchie absolue, il a forgé et systématisé un concept nécessaire à sa théorie générale des gouvernements. L'histoire est un inépuisable laboratoire d'arguments où la typologie n'est pas neutre : l'universalité du danger d'un pouvoir sans limites qui n'est plus le gouvernement d'un seul, mais un état sans lois et sans règles où tous les hommes sont esclaves (III, 8), lui procure en négatif une justification de la monarchie modérée²⁰. La typologie de l'*Esprit des lois* – gouvernement d'« un seul » ou de « plusieurs » versus état despotique – neutralise la dimension normative de l'idée de république, d'autant que cette typologie initiale est recouverte par la suite par la typologie binaire – gouvernement modéré, despotisme.

Les passions-principes

- 11 On sait la valeur cardinale que Montesquieu attribue aux principes qu'il crée à partir de notions morales : « quand j'ai découvert mes principes, tout ce que je cherchois est venu à moi ; et, dans le cours de vingt années, j'ai vu mon ouvrage commencer, croître, s'avancer et finir » (Préface). John Pocock a montré qu'en Angleterre la notion de vertu était mise en avant de manière quasi-républicaine depuis la Restauration pour maintenir la balance de la constitution et défendre l'indépendance des représentants contre le clientélisme²¹. La rhétorique de la vertu et de la corruption, typique de l'idéologie du Pays, était reprise par Bolingbroke dans ses *Dissertations sur les partis*, et il est probable que les ambiguïtés de

cette conception de l'éthique civique dans un monde de passions et d'intérêts aient inspiré Montesquieu²². Les passions-principes des gouvernements – la vertu, l'honneur, la crainte – sont érigés au rang de véritables concepts politiques. Le principe de la république, la vertu politique « est la vertu morale dans le sens qu'elle se dirige au bien général » (III, 5^a). Ce n'est ni la *virtù* machiavélienne du Prince, ni la vertu du héros : « ce que j'appelle la vertu dans la république est l'amour de la patrie, c'est-à-dire l'amour de l'égalité » (Avertissement), « l'amour des lois et de la patrie » (IV, 5). On comprend pourquoi les révolutionnaires, à commencer par Robespierre, adopteront ces définitions. Il reste qu'en faisant de la vertu politique et de « toutes ces vertus héroïques que nous trouvons chez les anciens et dont nous avons seulement entendu parler » (III, 5), le ressort quasi exclusif de la démocratie ou de l'« état populaire » (III, 3), Montesquieu renvoie la démocratie et la république à l'Antiquité, tout en s'éloignant de la tradition républicaine. Dans l'*Esprit des lois* les institutions de la démocratie sont celles des Cités, le Sénat, les magistrats, etc...²³ L'usage polysémique de tous ces termes contribue à donner jusqu'à la Révolution une caution intellectuelle aux adversaires de la démocratie, à partir des arguments sur la taille des États ou le système représentatif, qui confortent l'idée que « le temps des républiques est passé²⁴. »

- 12 Mais à l'aune de la distance qui sépare le siècle des Lumières de la République romaine et des Cités de Sparte ou d'Athènes, l'Angleterre du *Commonwealth*, c'était hier. Sous le Protectorat de Cromwell, les républicains défendaient la représentation parlementaire et le droit pour le peuple de choisir son gouvernement. L'absence du mot est éloquente au chapitre qui évoque cette grande époque du républicanisme anglais (III, 3). Montesquieu n'utilise aucun des termes employés alors pour désigner cet épisode de l'histoire anglaise – guerres civiles, révolution, rébellion²⁵. L'inévitable retour de la monarchie succède aux chocs et aux secousses du « gouvernement populaire ». Cependant les historiens qui ont approfondi les textes et l'histoire de cet « assez beau spectacle » ont montré que les années 1650 ont été celles de la recherche passionnée d'une solution parlementaire pour fonder une république, un « état libre », régi par des lois et basé sur des règles constitutionnelles²⁶. Entre la république des Anciens et les révolutions de la fin du siècle, les théoriciens de l'état libre ont repris le langage classique pour développer les principes de la liberté républicaine sur la base du droit naturel et du contrat. Montesquieu connaît les textes du républicanisme anglais dont il reprend le vocabulaire ; son analyse de la constitution anglaise montre qu'il a approfondi l'*Oceana* d'Harrington. Ce qui l'intéresse est la stabilité de l'état, la balance des pouvoirs, et non les théories qui s'appuient sur le droit naturel pour défendre la liberté d'indépendance et le droit de résistance.

Rhétorique classique et déstabilisation du langage républicain

- 13 Après tant de gloses savantes sur le livre XI, arrêtons-nous à ce fragment du livre III qui n'est autre chose qu'une représentation parodique de la première révolution anglaise par l'inversion des figures sensibles du langage républicain : le style cynique est intemporel. Le passage est à citer un peu longuement, car Rousseau, « ce subtil Diogène » (Kant), y répondra dans une note du *Contrat social*.

« Ce fut un assez beau spectacle, dans le siècle passé, de voir les efforts impuissans des Anglois pour établir parmi eux la démocratie. Comme ceux qui avoient part aux affaires n'avoient point de vertu, que leur ambition étoit irritée par le succès de celui qui avoit le plus osé, que l'esprit d'une faction n'étoit réprimé que par l'esprit d'une autre, le gouvernement changeoit sans cesse ; le peuple étonné cherchoit la

démocratie et ne la trouvoit nulle part. Enfin, après bien des mouvemens, des chocs et des secousses, il fallut se reposer dans le gouvernement même qu'on avoit proscrit. Quand Sylla voulut rendre à Rome la liberté, elle ne put plus la recevoir ; elle n'avoit plus qu'un faible reste de vertu, et, comme elle en eut toujours moins, au lieu de se réveiller après César [...] elle fut toujours plus esclave ; tous les coups portèrent sur les tyrans, aucun sur la tyrannie²⁷. »

- 14 On notera le recours à la figure ambivalente du général politique : Sylla, qui illustre dans le discours républicain le danger de l'ambition des chefs, à l'origine des troubles civils et d'une dictature tyrannique, devient le restaurateur impuissant de la liberté²⁸. Ainsi se brouillent les figures du Prince et du tyran, du peuple et de l'esclave, les figures inversées du public et du particulier, dans le dérèglement général (la démocratie sans vertu) et la corruption de la république : situation extrême où chaque passion se retourne en son contraire, où « la force du principe entraîne tout » (VIII, 11).
- 15 « Lorsque cette vertu cesse, l'ambition entre dans les cœurs qui peuvent la recevoir, et l'avarice entre dans tous. Les désirs changent d'objets : ce qu'on aimoit, on ne l'aime plus ; on étoit libre avec les lois, on veut être libres contre elles ; chaque citoyen est comme un esclave échappé de la maison de son maître. [...] Autrefois le bien des particuliers faisoit le trésor public ; mais pour lors le trésor public devient le patrimoine des particuliers. La république est une dépouille ; et sa force n'est plus que le pouvoir de quelques citoyens et la licence de tous ». Athènes brille au loin, fascinante et fragile ; la Cité conjoint la liberté suprême et la servitude : « Cette ville, qui avoit résisté à tant de défaites, qu'on avoit vu renaître après ses destructions, fut vaincue à Chéronée, et le fut pour toujours » (III, 3). Ce chapitre sur la démocratie préfigure ce qui est développé au livre VIII qui aborde de front la corruption des principes, dont la vertu et l'esprit d'égalité (VIII, 2 à 4). Dans la démocratie l'esprit d'égalité extrême est aussi irrémédiable que la perte de la vertu ; il engendre la corruption, qui est l'inversion même du principe de la république. Le peuple de Rome étoit vertueux et libre, « lorsqu'il eut perdu ses principes, plus il eut de pouvoir, moins il eut de ménagemens ; jusqu'à ce qu'enfin, devenu son propre tyran et son propre esclave, il perdit la force de la liberté pour tomber dans la foiblesse et la licence » (VIII, 12)²⁹. Les premiers usages de la notion de corruption (11 occ.) avant le livre VIII (18 occ.) étoient presque tous relatifs aux lois et au principe de la démocratie. La conséquence ultime est abordée dès l'énoncé du ressort de ce gouvernement, avec l'évocation du Commonwealth : « lorsque dans un gouvernement populaire, les lois ont cessé d'être exécutées, comme cela ne peut venir que de la corruption de la république, l'État est déjà perdu » (III, 3).
- 16 Rassurons-nous, le besoin de vertu décroît à mesure que le gouvernement se resserre. Les arguments républicains sont retournés à l'avantage de la monarchie et des puissances intermédiaires qui lui sont naturelles (III, 4). « Dans les monarchies, la politique fait faire les grandes choses avec le moins de vertu qu'elle peut... » (III, 5). « L'ambition est pernicieuse dans une république. Elle a de bons effets dans une monarchie ; elle donne la vie à ce gouvernement ; [...] L'honneur fait mouvoir toutes les parties du corps politique ; il les lie par son action même ; et il se trouve que chacun va au bien commun, croyant aller à ses intérêts particuliers » (III, 7). Dès les premiers livres, la monarchie est définie comme le gouvernement des lois³⁰. Au livre V, après deux chapitres exposant les avantages de la monarchie sur la république et le despotisme, le chapitre 11 « De l'excellence du gouvernement monarchique » fait écho au fameux titre de Nedham (*The Excellencie of a free state*) pour traiter des désordres civils. « Le gouvernement

monarchique a un grand avantage sur le despotique [...] l'état est plus fixe, la constitution plus inébranlable, la personne qui gouverne plus assurée ».

- 17 « Cicéron croit que l'établissement des tribuns de Rome fut le salut de la république. "En effet, dit-il, la force du peuple qui n'a point de chef, est plus terrible. Un chef sent que l'affaire roule sous lui, il y pense ; mais le peuple, dans son impétuosité, ne connoît point le péril où il se jette." On peut appliquer cette réflexion à un état despotique, qui est un peuple sans tribuns ; et à une monarchie, où le peuple a, en quelque façon, des tribuns » (V, 11).

II. Qu'est-ce qu'une constitution libre ?

- 18 Le mode d'argumentation se précise en amorçant l'opposition entre état despotique et état libre, plus nettement formulée au livre XI. Après la déconstruction linguistique du Commonwealth, l'inversion rhétorique se prolonge dans les chapitres qui traitent des troubles civils et de la corruption des gouvernements. Il s'agit de défaire au profit du gouvernement modéré la liaison entre monarchie et despotisme, et la relation exclusive entre république, état libre et gouvernement des lois³¹. « La démocratie et l'aristocratie ne sont point des États libres par leur nature. La liberté politique ne se trouve que dans les gouvernements modérés » (XI, 4). Dès les premiers chapitres du livre XI, Montesquieu entremêle les typologies pour déconstruire l'association classique de la liberté à la république et donne sa propre définition de la liberté³².

La liberté sûreté du citoyen

- 19 Distinguée de l'indépendance, « La liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent » (XI, 3). « La liberté politique dans un citoyen est cette tranquillité d'esprit qui provient de l'opinion que chacun a de sa sûreté » (XI, 6). Le livre suivant consacré à la garantie de la liberté du citoyen et qui traite en fait des lois criminelles a été beaucoup moins commenté que le précédent. C'est en revanche celui qui rend le mieux compte de l'actualité de l'*Esprit des lois* dans l'*Encyclopédie* : les articles de jurisprudence « Crime » et « Lois criminelles » de Jaucourt donnent l'essentiel des livres VI et XII concernant la liberté sûreté du citoyen protégé par les lois³³. Au-delà de la distribution des pouvoirs et de la séparation du pouvoir judiciaire, les progrès de la liberté relèvent pour Montesquieu de connaissances étendues en matière de lois criminelles : « Les connoissances que l'on a acquises dans quelques pays, et que l'on acquerra dans d'autres, sur les règles les plus sûres que l'on puisse tenir dans les jugements criminels, intéressent le genre humain plus qu'aucune chose qu'il y ait au monde. Ce n'est que sur la pratique de ces connoissances que la liberté peut être fondée » (XII, 2)³⁴.
- 20 Montesquieu ne souscrit pas à la conception républicaine de la liberté défendue par les radicaux anglais : « Il n'y a point de mot qui ait reçu plus de différentes significations [...] que celui de liberté. Les uns l'ont pris pour la facilité de déposer celui à qui ils avoient donné un pouvoir tyrannique ; les autres, pour la faculté d'élire celui à qui ils devoient obéir ; d'autres, pour le droit d'être armés, et de pouvoir exercer la violence [...] Enfin, comme dans les démocraties le peuple paroît à peu près faire ce qu'il veut, on a mis la liberté dans ces sortes de gouvernements ; et on a confondu le pouvoir du peuple avec la liberté du peuple » (XI, 2)³⁵. La polémique affleure sous l'apparente maîtrise de l'argumentation. Le goût de Montesquieu pour les classiques est celui d'une époque et

nourrit la science politique qu'il entend fonder, une science où « le corps entier de l'histoire » sert de laboratoire d'arguments. Avec les ruptures de typologie, les passions élevées au niveau de véritables concepts politiques lui permettent de répondre au républicanisme en reconfigurant les catégories du langage républicain dans une théorie de la modération politique. L'honneur entretient la tranquillité dans l'État en mobilisant l'amour-propre : « l'honneur des monarchies est favorisé par les passions, et les favorise à son tour : mais la vertu politique est un renoncement à soi-même, qui est toujours une chose très pénible » et demande « une préférence continuelle de l'intérêt public au sien propre » (IV, 5). Le paradigme de la vertu tient la république et la démocratie à distance, tandis que la métaphore de la corruption générale qui guette tout pouvoir abusif donne du gouvernement populaire l'image désordonnée d'un peuple sans chefs où l'état sans lois mène au despotisme et à l'esclavage de tous.

- 21 Rousseau répond à ces arguments de manière oblique dans le livre III du *Contrat social*. « Les émeutes, les guerres civiles effarouchent beaucoup les chefs, mais elles ne font pas les vrais malheurs des peuples [...] C'est de leur état permanent que naissent leurs prospérités ou leurs calamités réelles [...] Un peu d'agitation donne du ressort aux ames, et ce qui fait vraiment prospérer l'espèce est moins la paix que la liberté » (III, IX). Quant à la pente naturelle du gouvernement à dégénérer, c'est quand il se resserre, c'est-à-dire « quand il passe du grand nombre au petit ». Une longue note retourne l'exemple de Rome et le vocabulaire classique [le corps des Patriciens, du Sénat, des Tribuns...] contre l'aristocratie héréditaire « qui est la pire des administrations » : « car les mots ne font rien aux choses, et quand le peuple a des chefs qui gouvernent pour lui, quelque nom que portent ces chefs, c'est toujours une Aristocratie. De l'abus de l'Aristocratie nacquirent les guerres civiles et le Triumvirat. Sylla, Jules-Cesar, Auguste devinrent dans le fait de véritables Monarques, et enfin sous le Despotisme de Tibère l'État fut dissout. » (III, x*). Un auteur célèbre, dit-il encore au chapitre sur la démocratie (III, IV), « a donné la vertu pour principe à la République [...] ce beau génie a manqué souvent de justesse, quelquefois de clarté, et n'a pas vu que l'autorité Souveraine étant par tout la même, le même principe doit avoir lieu dans tout État bien constitué... »
- 22 S'agissant du lien social, l'anthropologie rousseauiste remplace la dynamique de la raison et de l'intérêt bien compris par celle de l'inclination : l'amour de soi commun à tous les êtres sensibles est le principe naturel qui lie en toute liberté l'individu à la république³⁶. Le lien intériorisé des affections naturelles et des mœurs attache le citoyen à la patrie, à la nation dont il partage les valeurs et dont les lois garantissent sa dignité et sa liberté. La réponse de Rousseau tient dans le célèbre énoncé du *Contrat social* : « *Trouver une forme d'association qui défende et protège de toute la force commune la personne et les biens de chaque associé, et par laquelle chacun s'unissant à tous n'obéisse pourtant qu'à lui-même et reste aussi libre qu'auparavant ?* Tel est le problème fondamental dont le contract social donne la solution » (I, VI).

La distribution des pouvoirs

- 23 Au chapitre de l'*Esprit des lois* sur la constitution d'Angleterre, où la liberté devrait paraître « comme dans un miroir » (XI, 5), Montesquieu donne la formule célèbre de la distribution des trois pouvoirs qui a établi sa renommée. « Tout serait perdu si le même homme, ou le même corps des principaux, ou des nobles, ou du peuple, exerçoient ces trois pouvoirs : celui de faire des lois, celui d'exécuter les résolutions publiques, et celui

de juger les crimes ou les différends des particuliers » (XI, 6). La conception de la séparation de l'exécutif et du législatif était déjà défendue par les républicains anglais, notamment par Nedham en 1656 (*The excellencie of a free state*³⁷) et Locke dans le *Traité du gouvernement civil* (1690, chap. XII), pour garantir la liberté civile et la soumission de tous à la loi. C'est le principe purement négatif, qui servira lors de la rédaction des constitutions. Il est adopté à l'unanimité dans la Déclaration des droits de 1789 (art. 16), sans pour autant déterminer la répartition des compétences : « Toute société dans laquelle la garantie des droits n'est pas assurée, ni la séparation des pouvoirs déterminée, n'a pas de Constitution³⁸. »

- 24 Ce qui fait débat dans la philosophie politique du XVIII^e siècle est le mécanisme de la balance des pouvoirs qui se rattache à la théorie des formes de gouvernement et le principe démocratique de la spécialisation et de la hiérarchie des fonctions³⁹. Rousseau introduit ce principe de manière originale dans le *Contrat social* en distinguant la souveraineté du gouvernement, théorie politique liée au concept de volonté générale⁴⁰. Partisan de la suprématie du législatif, il redéfinit le Gouvernement « confondu mal à propos avec le Souverain, dont il n'est que le ministre », comme puissance exécutive par nature, puisque c'est un pouvoir exercé au nom du Souverain, et que celui-ci « peut limiter, modifier et reprendre quand il lui plaît » (III, 1). Sans défendre la démocratie directe, Rousseau a une tout autre conception de la liberté civile et politique que Montesquieu. La place de Rousseau dans la tradition républicaine française issue de Révolution tient à l'affirmation qu'il ne peut exister de liberté véritable sans égalité : « Si l'on recherche en quoi consiste précisément le plus grand bien de tous, qui doit être la fin de tout système de législation, on trouvera qu'il se réduit à ces deux objets principaux, la liberté, et l'égalité » (II, XI). En fondant l'autorité souveraine dans le corps politique, la notion de volonté générale lie dans les institutions la légitimité de la loi à l'activité et à la liberté morale de ses membres.
- 25 Le système de constitution libre que décrit Montesquieu se distingue par sa capacité à se réguler de lui-même, dans la mesure où plusieurs puissances ou autorités non spécialisées (le roi, le corps des nobles et les représentants du peuple) réalisent la balance du pouvoir législatif (« la volonté générale de l'état ») par leur *faculté mutuelle d'empêcher*. La référence à Harrington en fin de chapitre suggère que celui-ci aurait imaginé la libre république d'*Oceana* alors-même qu'il avait sous les yeux une constitution réellement libre. Lord Bolingbroke, figure de l'opposition à Walpole, voyait dans cette balance des trois pouvoirs propre au gouvernement mixte le principe d'une constitution libre⁴¹. C'est pour Montesquieu un cas très instructif sans être pour autant un modèle à exporter, celui d'une constitution ayant pour objet la liberté politique et qui réalise une balance des pouvoirs par une distribution des fonctions référée à des forces sociales qui s'équilibrent⁴².
- 26 Dans l'*Esprit des lois*, la mosaïque des vocabulaires – social, politique, constitutionnel – permet de passer selon les cas de l'aristocratie aux nobles et au sénat, des distinctions aux magistratures et au pouvoir des corps, et du corps de noblesse aux fameux corps intermédiaires. Le gouvernement aristocratique a « par lui-même une certaine force que la démocratie n'a pas. Les nobles y forment un corps... » (III, 4). « Le pouvoir intermédiaire subordonné le plus naturel est celui de la noblesse. Elle entre en quelque façon dans l'essence de la monarchie » (II, 4). « Les anciens ne connoissoient point le gouvernement fondé sur un corps de noblesse, et encore moins le gouvernement fondé sur un corps législatif formé par les représentans d'une nation » (XI, 8). L'argumentation

joue sur l'évolution conceptuelle et la juxtaposition des vocabulaires. La polysémie du concept de république et l'étymologie du mot *aristocratie*, ajouté à l'usage déclinant de celui d'*oligarchie*, permet de faire du « corps des nobles » la « puissance réglante » la plus propre à tempérer la puissance législative⁴³ (VI, 6).

- 27 L'impact de l'*Esprit des lois* sur le discours politique de la fin du siècle tient peut-être moins à l'originalité de la méthode qu'à l'invention rhétorique et à la force expressive des formulations politiques. Montesquieu tire du vocabulaire néo-classique les notions qui soutiennent sa théorie des gouvernements. Le mode d'argumentation, le recours à l'histoire et l'ambiguïté du vocabulaire ont entraîné des lectures contrastées. Compte tenu du poids intellectuel de Montesquieu au XVIII^e siècle, les interprètes de sa pensée ne semblent pas avoir mesuré la charge potentielle de la rhétorique de la corruption. Les révolutionnaires n'ont pas inventé la politique de la vertu. Marisa Linton a montré que le langage de la vertu morale et politique adapté des classiques et de la philosophie naturelle était au centre de la pensée sociale depuis le milieu du siècle⁴⁴. Dans l'*Esprit des lois* Montesquieu assignait déjà aux institutions de la république la tâche redoutable de combattre l'altération du principe : « Ce ne sont pas seulement les crimes qui détruisent la vertu, mais encore les négligences, les fautes, une certaine tiédeur dans l'amour de la patrie, des exemples dangereux, des semences de corruption... » (V, 19).
- 28 Dans la crise finale de la monarchie les concepts de l'*Esprit des lois* ont échappé à leur auteur. Les usages débridés de la notion de despotisme dans la guerre des pamphlets des années 1770-1780 sont dévastateurs pour le système monarchique : l'esprit révolutionnaire s'empare de la notion – forme symbolique de la dégénérescence de l'état – pour donner corps à la représentation de l'ancien régime⁴⁵. Dans l'esprit des révolutionnaires, seule l'éthique civique pouvait avoir raison de la corruption. La rhétorique de la vertu et de la corruption a pesé sur la radicalisation du discours des groupes politiques qui aspiraient à incarner la république. L'expérience vécue des dangers de la patrie poussait le parti dominant à se considérer comme seul capable de représenter la vertu contre les « factions », perçues comme autant de pouvoirs corrupteurs assimilés à la contre-révolution.
- 29 La théorie politique de Montesquieu qui s'appuyait sur la continuité socio-historique des États était finalement à contre-courant de l'histoire et de la dynamique des droits de l'homme dans les révolutions de la liberté. Son évocation de la première révolution anglaise préfigure la lecture de la révolution de 1789 par Burke. Sur le plan de la liberté républicaine, Montesquieu ne pouvait lutter à armes égales avec les principes de 1789 placés sous le signe de Locke et de Rousseau⁴⁶. L'idéal civique de la vertu était l'idéal moral de citoyens égaux en droits, et le maintien de la liberté politique n'était plus réductible à la balance des pouvoirs dans une société d'ordres. Avant même l'abolition de la royauté, l'hostilité à l'aristocratie nobiliaire tirait un trait sur les privilèges et les prétentions des nobles à gouverner. Mais au moment de la rédaction de la constitution, la fameuse formulation de la division des trois pouvoirs donnait à Montesquieu son ticket d'entrée dans la modernité.

NOTES

1. Cecil Patrick COURTNEY, « L'Esprit des lois dans la perspective de l'histoire du livre (1748-1800) », dans Michel PORRET et Catherine VOLPILHAC-AUGER (dir.), *Le temps de Montesquieu*, Genève, Droz, 2002, p. 65-96. Après l'édition de Genève de 1748 (Barillot), on compte une vingtaine de rééditions en France et à l'étranger avant l'édition revue et corrigée de 1757 (Paris, Huart et Moreau), dont le texte est repris ensuite par la plupart des éditeurs avec l'Éloge de Montesquieu et l'Analyse de L'Esprit des lois de D'Alembert (publiés en tête du tome V de L'Encyclopédie). L'édition des Œuvres se poursuit à un rythme soutenu de 1758 à 1800, parallèlement à celle de l'Esprit des lois et à ses traductions en Europe.
2. Georges BENREKASSA, « L'Esprit des lois dans l'Encyclopédie », dans *Le temps de Montesquieu*, op. cit., p. 253-274 ; « L'Encyclopédie » (2008), <http://dictionnaire-montesquieu.ens-lyon.fr>
3. John Greville Agard POCKOCK (H. Aji, trad.), *Vertu, Commerce et Histoire : essais sur la pensée et l'histoire politique au XVIII^e siècle*, Paris, Puf, 1998, p. 71. Sur l'influence de l'Esprit des lois sur l'économie politique britannique, Frank Thomas Herbert FLETCHER, *Montesquieu and English politics : 1750-1800* (London, 1939), reprint Procupine Press, Philadelphia, 1980.
4. Bertrand BINOCHE, *Introduction à De l'esprit des lois de Montesquieu*, Paris, Puf, 1998 ; Céline SPECTOR, *Montesquieu, liberté, droit et histoire*, Paris, Michalon Éditions, 2010.
5. Jean EHRARD, « Deux lectures de l'esclavage », dans Jean EHRARD, *L'esprit des mots. Montesquieu en lui-même et parmi les siens*, Genève, Droz, 1998, p. 247-256.
6. Jean GOLDZINK, *La solitude de Montesquieu. Le chef-d'œuvre introuvable du libéralisme*, Paris, Fayard, 2011.
7. Les citations de l'Esprit des Lois renvoient au texte de l'édition de la Pléiade par Roger CAILLOIS (MONTESQUIEU, *Œuvres complètes*, II, Paris, nrf, 1951), avec mention du livre et du chapitre. Sur 61 occurrences du mot *droits* dans l'Esprit des Lois, 40 soit les deux tiers sont dans les livres historiques (Livres 27 à 31) ; les emplois se réfèrent aux prérogatives du prince et aux droits seigneuriaux. Dans les premiers livres, en dehors de références à des règles morales générales, les emplois s'appliquent au droit des gens, aux droits particuliers de la famille ou des corps dans l'état, ou encore aux droits et contributions publiques.
8. Blair WORDEN, *Le républicanisme anglais*, chap. XV dans James Henderson BURNS (dir.) (J.-E. Ménard et C. Sutto, trad.), *Histoire de la pensée politique moderne. 1450-1700*, Paris, PUF, 1997 (*The Cambridge History of Political Thought, 1450-1700*, 1994).
9. Wyger R.E. VELEMA, *Republicans. Essays on Eighteenth-century Dutch Political Thought*, Leiden, Boston, Brill, 2007, chap. 1 à 3.
10. Joseph DEDIEU, *Montesquieu et la tradition politique anglaise en France : les sources anglaises de l'Esprit des Lois*, Paris, 1909, chap. III, p. 71-74 pour un aperçu des différentes publications.
11. John MILTON, *Historical and Political Works* (1698) ; Algernon SIDNEY, *Discourses* (1698) ; Henry NEVILLE, *Plato Redivivus* (1698) ; Edmund LUDLOW, *Memoirs* (1698-1699). *The Oceana of James Harrington and his other works...*, Londres, 1700 (réédité à Dublin en 1737 avec *Plato redivivus* de NEVILLE). Voir John Greville Agard POCKOCK, James HARRINGTON, *Océana*, précédé de *L'œuvre politique de Harrington*, Paris, Belin, 1995.
12. *Les mémoires d'Edmond Ludlow, ... contenant ce qui s'est passé de plus remarquable sous le règne de Charles I jusqu'à Charles II*, Amsterdam, P. Marret, 1699-1707, 3 vol.
13. La traduction des *Discours* de Sidney par P.-A. Samson est rééditée en 1755 et en l'an II. Théophile Mandar publie une traduction du traité de Nedham à Paris en 1790 : Marchamont

- NEEDHAM, *De la souveraineté du peuple et de l'excellence d'un état libre*, Raymonde Monnier (éd.), Paris, CTHS, 2011. Une édition moderne du texte anglais de 1656 est désormais accessible en ligne (Thomas Hollis Library) : Marchamont NEDHAM, *The Excellencie of a free state: Or, The Right Constitution of a Commonwealth*, Blair Worden (ed.), Indianapolis, Liberty Fund, 2011.
14. Marisa LINTON, *The politics of virtue in Enlightenment France*, Basingstoke, Palgrave, 2001; Steve PINCUS, *1688. The First Modern Revolution*, Yale University Press, 2009 ; « La Révolution anglaise de 1688 : économie politique et transformation radicale », *RHMC*, 58-1, 2011, p. 7-52.
15. Les rééditions se suivent jusqu'à la Révolution marquée par la traduction nouvelle de ses œuvres en 1798 par Toussaint Guiraudet ; Nizar BEN SAAD, *Machiavel en France des Lumières à la Révolution*, Paris, L'Harmattan, 2007.
16. Gabriel Bonnot de MABLY, *Observations sur les Grecs* (1749) ; MONTESQUIEU, *Considérations sur les Romains* (1734). Il faut ajouter l'*Esprit des Lois* (1748) qui est compté dans la tranche chronologique suivante.
17. Raymonde MONNIER, *Républicanisme, patriotisme et Révolution française*, Paris, L'Harmattan, 2005.
18. Après les expressions signalées tout au long du siècle – « établir, former une République, se sacrifier, se dévouer par la République » – l'édition de 1798 fait entrer le mot « nation : Cette nation vient de se former en République. » C'est seulement en 1835, que l'Académie introduit l'opposition à la monarchie dans la définition.
19. Bertrand BINOCHE, *Introduction*, op. cit., chap. VI ; LARRÈRE, « Les typologies des gouvernements chez Montesquieu », *Revue Montesquieu*, n° 5, 2001, p. 157-172. Les typologies et la mise en évidence de l'exemple anglais (XI, 6) sont interprétées par Catherine Larrère comme la défense d'un gouvernement stable et équilibré adapté à l'économie moderne et respectueux des droits individuels.
20. Sharon KRAUSE, « Despotism in *The Spirit of Laws* », dans D.-W. CARRITHERS, M.A. MOSHER, P.A. RAHE (dir.), *Montesquieu's Science of Politics. Essays on The Spirit of Laws*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2001, p. 231-271; Bertrand BINOCHE, « Despotisme », 2008, <http://dictionnaire-montesquieu.ens-lyon.fr>
21. John Greville Agard POCKOCK (L. Borot, trad.), *Le moment machiavélien. La pensée politique florentine et la tradition républicaine atlantique*, Puf, Léviathan, 1997, chap. XII, et sur Bolingbroke, p. 488-497; *Virtue, Commerce and History*, op. cit., p. 79.
22. Céline SPECTOR, « Montesquieu: Critique of republicanism », dans Daniel WEINSTOCK, Christian NADEAU (dir.), *Republicanism : history, theory and practice*, London, F. Cass, 2004, p. 38-53.
23. Dans la démocratie deux excès inverses, l'esprit d'égalité extrême et l'esprit d'inégalité mènent à l'anarchie ou à la tyrannie par la corruption du principe (VIII, 2).
24. Louis ALTHUSSER, *Montesquieu, la politique et l'histoire*, Paris, PUF, 1959. La seule forme capable de se maintenir et de prospérer serait la république fédérative (IX, 1) ; sur les diverses interprétations, Alexis KELLER, « République », 2008, <http://dictionnaire-montesquieu.ens-lyon.fr>
25. Père d'ORLÉANS, *Histoire des révolutions d'Angleterre, depuis le commencement de la monarchie jusqu'à présent*, 1689, est plusieurs fois rééditée au XVIII^e siècle ; Edward HYDE, comte de Clarendon, *Histoire de la rébellion et des guerres civiles d'Angleterre*, est publiée à La Haye de 1704 à 1709 (1702-1704 pour l'édition anglaise ; rééd. Oxford University Press, 2009) ; sur le vieux sens du mot révolution : Alain REY, « Révolution ». *Histoire d'un mot*, Paris, Gallimard, 1989.
26. Ivan ROOTS, *The Great Rebellion, 1642-1660*, London, BT Batsford, 1966; Blair WORDEN, *The English Civil Wars 1640-1660*, 2009.
27. Montesquieu paraphrase Plutarque : « qu'ilz n'avoient que changé seulement de tyran, et qu'ilz n'étoient point hors la tyrannie » (Sylla, *Vies des hommes illustres*, Paris, Club français du livre, 1967, p. 965). Cromwell et Sylla, le parallèle joue sur deux registres : les succès contrastés de l'homme d'état et du général, et l'ambivalence du Prince machiavélien.

28. Sous le Protectorat, les allusions répétées à Sylla et aux généraux ambitieux qui ont détruit la liberté romaine peuvent se lire comme une mise en garde contre Cromwell, ainsi chez Nedham : « Ce fut ainsi que Sylla, défenseur du sénat, et Marius, protecteur du peuple, ont été respectivement deux tyrans réels... » (*De la souveraineté du peuple*, op. cit., p. 157).
29. La corruption parcourt en fait tout l'ouvrage. Jean GOLDZINK, *La solitude de Montesquieu*, op. cit., p. 98 ; *Montesquieu et les passions*, Paris, Puf, 2001. Sur 47 occurrences, *corruption* se rapporte le plus souvent aux principes du gouvernement, mais aussi à la corruption des mœurs (7 occ.). Le tempo de la corruption (processus insensible ou révolution essentielle) est analogue à la distinction qui s'établit entre les différents modes de révolutions dans l'État (Jean-Patrice COURTOIS, « Temps, corruption et histoire dans l'Esprit des lois », dans *Le temps de Montesquieu*, op. cit., p. 305-317). Dans les *Considérations sur les causes de la grandeur des Romains et de leur décadence*, la corruption est au cœur de l'analyse du déclin de Rome, liée à l'agrandissement de l'empire, au déclin des mœurs et au désir de domination. Céline SPECTOR, « Corruption », 2008, <http://dictionnaire-montesquieu.ens-lyon.fr>
30. « Un seul gouverne par des lois fondamentales » (II, 4) ; le prince exerce la souveraine puissance « selon des lois établies » (II, 3).
31. « Je le dis, et il me semble que je n'ai fait cet ouvrage que pour le prouver : l'esprit de modération doit être celui du législateur ; le bien politique, comme le bien moral, se trouve toujours entre deux limites » (*Esprit des lois*, XXIX, 1).
32. L'affirmation centrale des propagandistes de la conception républicaine de la liberté était « qu'il ne peut y avoir de liberté sans indépendance, et que donc il n'y a aucune possibilité de vivre en homme libre, si ce n'est dans un État libre ». Quentin SKINNER (S. Taussig, trad.), *Hobbes et la conception républicaine de la liberté*, Paris, Albin Michel, 2009, p. 150 ; (M. Zagha, trad.), *La liberté avant le libéralisme*, Paris, Seuil, 2000.
33. Georges BENREKASSA, art. cit., <http://dictionnaire-montesquieu.ens-lyon.fr>
34. Les réformateurs italiens comme Pietro Verri et Gaetano Filangieri, dans leur lutte contre les prérogatives des patriciens et des barons en matière de justice criminelle, devaient montrer contre Montesquieu qu'en portant atteinte à la « liberté civile », c'est-à-dire à l'égalité des droits, les « corps intermédiaires » menacent la « liberté politique » dans le sens même où l'entendait Montesquieu ; Philippe AUDEGEAN, « La critique des corps intermédiaires à Milan et à Naples » dans Catherine VOLPILHAC-AUGER (dir.), *Débats et polémiques autour de L'Esprit des lois*, *Revue française d'histoire des idées politiques*, n° 35, 2012/1, p. 61-71.
35. « La liberté consiste principalement à ne pouvoir être forcé à faire une chose que la loi n'ordonne pas ; et on n'est dans cet état que parce qu'on est gouverné par des lois civiles : nous sommes donc libres, parce que nous vivons sous des lois civiles » (XXVI, 20).
36. Luc VINCENTI, *Jean-Jacques Rousseau, l'individu et la république*, Paris, Kimé, 2001.
37. *The excellencie of a free state*, op. cit., IV, *Errors of government and rules of policy*. *De la souveraineté du peuple*, op. cit., p. 164-168.
38. Michel TROPER, « Séparation des pouvoirs » (2010), <http://dictionnaire-montesquieu.ens-lyon.fr>
39. Sur la spécialisation et la balance des pouvoirs, Michel TROPER, « La question du bicamérisme en l'an III », dans Pierre Serna (dir.), *Républiques sœurs. Le Directoire et la Révolution atlantique*, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p. 23-34.
40. Roger D. MASTERS (G. Colonna d'Istria et J-P. Guillot, trad.), *La philosophie politique de Rousseau*, Lyon, ENS Éditions, 2002, chap. 7.
41. « It is by this mixture of monarchical, aristocratical and democratical Power, blended together in one system, and by these three estates balancing one another, that our free constitution of government hath been preserved so long inviolate; or hath been brought back, after having suffered violations, to its original principles, and been renew'd, and improve'd too,

by frequent and salutary revolutions », Henry BOLINGBROKE, *A Dissertation upon Parties...* (1735), London, 1754, 8^e éd., Letter XIII, p. 205. Sur l'ambivalence du débat soulevé par Bolingbroke au début du siècle sur la balance ou l'indépendance des fonctions dans la constitution britannique, John Greville Agard POCKOCK, *Le moment machiavélien*, op. cit., p. 489-497.

42. Au livre XIX Montesquieu, qui revient à l'Angleterre à propos du rapport des institutions à « l'esprit général » de la nation, a peu confiance dans les effets de la liberté d'opinion : « Cette nation, toujours échauffée, pourroit plus aisément être conduite par ses passions que par la raison, qui ne produit jamais de grands effets sur l'esprit des hommes ; et il seroit facile à ceux qui la gouverneroient de lui faire faire des entreprises contre ses intérêts » (XIX, 27).

43. L'hérédité nobiliaire est le point extrême de la corruption du principe de l'aristocratie : « l'aristocratie se change en oligarchie » (seul emploi du terme dans l'*Esprit des Lois*, en note : VIII, 5), William DOYLE, *Aristocracy and its enemies in the age of revolution*, Oxford University Press, Oxford, New-York, 2009, p. 47.

44. Marisa LINTON, *The politics of virtue*, op. cit., p. 78.

45. Melvin RICHTER, « Le despotisme et l'abus des mots », *Dix-Huitième Siècle*, n°34, 2002, p. 373-388.

46. Jean GOLDZINK, op. cit., p. 148.

RÉSUMÉS

De l'Esprit des lois, l'œuvre majeure de Montesquieu, fut aussitôt reconnue en Europe comme une somme de science sociale, politique et juridique et largement diffusée en Europe. Son influence dans la pensée politique du dix-huitième siècle, la diversité et la richesse des lectures critiques jusqu'à nos jours témoignent de la fécondité de ses concepts en matière politique. Sa réception rejoint le relativisme de méthode de sa conception, puisqu'il s'agissait de rendre compte de la complexité des rapports et de l'enracinement des institutions politiques, toujours ramenées à leur caractère relatif sous le signe de l'histoire et de l'esprit général d'une nation. L'article revient sur le contexte idéologique de l'élaboration de *l'Esprit des lois*, notamment sur le républicanisme dans sa variante anglaise, pour comprendre la fonction rhétorique de la typologie, des principes, et de l'usage du langage républicain dans l'argumentation politique de Montesquieu.

De l'Esprit des lois Montesquieu's magnum opus was immediately hailed in Europe as a *summa* of social, political and legal science and widely distributed throughout Europe. Its influence on the political thought of the eighteenth century, the number and variety of critical comments up to this day, all testify to the richness of its concepts in the way to conceive politics. Its reception ties up with the methodological relativism of its conception, since the purpose was to account for the complexity of relationships and establishment processes of political institutions, which are always reduced to their relative nature under the sign of a nation's history and general spirit. The contribution will focus on the ideological context of the formulation of *l'Esprit des lois*, particularly on republicanism according to its English variation, in order to understand the rhetorical function of the typology, principles and use of republican language in Montesquieu's political argumentation.

INDEX

Mots-clés : L'Esprit des lois, républicanisme, état libre, constitution, démocratie

Keywords : The Spirit of Laws, republicanism, free state, constitution, democracy

AUTEUR

RAYMONDE MONNIER

CNRS